

non reconnues de la Société fédérative ont une existence indépendante de la Fraternité, laquelle toutefois accepta l'affiliation de 19 autres sections. Il existe aussi au Canada une succursale d'une autre organisation ouvrière britannique, l'Association des télégraphistes (radio et câble) qui a une section à Hazelhill, N.-E. Les trade unions du Royaume-Uni se trouvant ainsi presque éliminées, les organisations ouvrières nées dans le continent nord américain s'y développèrent librement. Ces syndicats ouvriers sont pour la plupart affiliés à la Fédération américaine du travail, laquelle est le porte-parole du prolétariat des Etats-Unis, tant dans ses relations avec les patrons qu'en matière de législation. Au Canada, l'organisme des syndicats ouvriers en matière de législation est le Congrès des métiers et du travail, en contact étroit avec le mouvement ouvrier universel et constitué surtout par des sections des syndicats internationaux affiliés à la Fédération américaine du travail. Au moyen des facilités qui leur sont accordées par les compagnies de chemins de fer, les membres des unions respectives circulent aisément entre les deux pays et jouissent, au sein de toutes les sections locales, des droits et prérogatives des autres membres. Les adhérents canadiens des syndicats internationaux sont éligibles aux fonctions les plus élevées que peuvent conférer ces syndicats et ces honneurs leur ont été décernés à différentes reprises.

Outre les syndicats internationaux, il existe au Canada d'autres groupements ouvriers dépourvus de ce caractère international. Quelques-unes de ces associations ont été formées par d'anciens membres d'unions internationales qui s'en sont retirés pour différentes raisons; on compte également dans la Puissance un certain nombre d'unions ouvrières indépendantes, nées en certains cas de griefs contre leurs organisations centrales.

Ce coup d'œil sur le développement du syndicalisme au Canada ne serait pas complet s'il laissait de côté les Chevaliers du travail, organisation formée aux Etats-Unis en 1869 et ouverte aux ouvriers de tous les métiers. Les Chevaliers du travail, qui atteignirent leur apogée en 1885, avec environ 1,000,000 de membres, étendirent leur action au Canada, où ils avaient établi des "assemblées" locales et des "assemblées" de district en maintes localités, la province de Québec, à elle seule, en comptant 17 en 1891. Mais peu après cette dernière date, des dissensions intestines s'élevèrent dans les rangs de l'organisation, causées par les divergences de vues existant entre les différents corps de métiers, dont les intérêts étaient parfois opposés. D'autre part, les organisations internationales des corps de métier qui venaient de s'unir sous la bannière de la Fédération américaine du travail formée en 1881, combattirent à outrance les Chevaliers du travail qui, en quelques années, disparurent de la scène ouvrière; toutes ces "assemblées" canadiennes ont depuis longtemps cessé d'exister.

**Congrès des métiers et du travail du Canada.**—En septembre 1873, le premier groupement national fut formé à Toronto, sous le nom d'Union Canadienne du travail, grâce à l'initiative de l'Assemblée des métiers de Toronto (maintenant Conseil des métiers et du travail du district de Toronto). Cette organisation eut sa seconde et sa troisième assemblées annuelles en 1874 et 1875, puis disparut ensuite au cours de la grande crise industrielle et commerciale qui sévit un peu avant 1880. En 1883, le Conseil des métiers et du travail de Toronto, sentant la nécessité pour la classe ouvrière du Canada d'avoir un medium par l'intermédiaire duquel elle pourrait exprimer ses opinions, assumait la responsabilité de convoquer un autre congrès ouvrier, lequel se réunit à Toronto le 26 décembre; 45 délégués y prirent part. Sur la convocation du Conseil de Toronto, une seconde assemblée, avec 109 délégués, se réunit le 14 septembre 1886 et ce fut la première fois que l'on y vit